

Le DROIT OUVRIER

DROIT DU TRAVAIL - PRUD'HOMIE - SÉCURITÉ SOCIALE

Sommaire

DOCTRINE

Patrice Adam : CDD et «variation cyclique d'activité». Un arrêt, deux questions et (peut-être) deux ruptures.

Florence Canut : Portage salarial : les enjeux de la qualification de contrat de travail quant à l'obligation pour l'employeur de fournir du travail au travailleur porté.

Franck Héas : Réflexions autour du cadre d'exécution de l'obligation patronale de reclassement, en cas de licenciement pour motif économique.

Emmanuelle Lafuma : Prévention des risques et droit des réorganisations : dans les plis de la loi de sécurisation de l'emploi, la santé cherche son juge (Propos autour d'une décision TGI de Nanterre, 5 février 2015).

Pascal Rennes : Dialogue social : les moyens et la fin (à propos du projet de loi dit « relatif au dialogue social et à l'emploi »).

JURISPRUDENCE

Voir notamment

Rupture conventionnelle : la voie est libre !

Cour de cassation (Ch. Soc.) 25 mars 2015 – Note Yann Leroy (p. 362)

Quand le droit civil vient timidement au secours des salariés abusés par de trompeuses ruptures conventionnelles.

Cour d'appel de Versailles 16 décembre 2014 – Note Michel Desrues (p. 366)



Doctrine

CDD et « variation cyclique d'activité ». Un arrêt, deux questions et (peut-être) deux ruptures (Cass. Soc. 25 mars 2015, n° 13-27.695, P+B) par **Patrice Adam**, Professeur à l'Université de Lorraine 324

CONTRAT À DURÉE DÉTERMINÉE – Conditions de recours – Surcroît temporaire d'activité – Production supplémentaire hivernale – Contrat saisonnier (non).
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 25 mars 2015 327

Portage salarial : les enjeux de la qualification de contrat de travail quant à l'obligation pour l'employeur de fournir du travail au travailleur porté (Cass. Soc., 4 février 2015, n° 13-25.627, P+B) par **Florence Canut**, Professeur à l'Université Lyon 2, École de droit social de Montpellier 328

CONTRAT DE TRAVAIL – Caractérisation – Obligation de l'employeur de fournir du travail au salarié – Clause contraire – Portage salarial – Salarié devant conclure un nombre minimum de missions – Licenciement pour insuffisance d'activité – Validité (non).
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 4 février 2015 334

Réflexions autour du cadre d'exécution de l'obligation patronale de reclassement, en cas de licenciement pour motif économique par **Franck Héas**, Maître de conférences à l'Université de Nantes 335

LICENCIEMENT POUR MOTIF ÉCONOMIQUE – Obligation de reclassement – Périmètre – Groupe de sociétés – Notion – Fédération mutualiste – Activités, organisation ou lieu d'exploitation des différentes mutuelles permettant d'effectuer la permutation de tout ou partie du personnel – Recherche nécessaire.
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 11 février 2015 339

Prévention des risques et droit des réorganisations : dans les plis de la loi de sécurisation de l'emploi, la santé cherche son juge (Propos autour d'une décision TGI de Nanterre, 5 février 2015) par **Emmanuelle Lafuma**, Maître de conférences à l'Université de Paris XIII 340

SANTÉ AU TRAVAIL – Réorganisation de l'entreprise – Ruptures des contrats de travail et mise en œuvre d'un PSE – Atteintes à la santé et la sécurité des salariés – Demande syndicale de suspension de la réorganisation – Tribunal compétent.
TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE NANTERRE (Civ. 2^{ème} Ch.) 5 février 2015 344

Dialogue social : les moyens et la fin (à propos du projet de loi dit « *relatif au dialogue social et à l'emploi* ») par **Pascal Rennes**, Directeur du travail honoraire 348

Annexe : Résumé du projet de loi relatif au dialogue social : commissions paritaires, fusion des instances, info-consultation, négociation collective – Document de travail par Anaïs Ferrer et Bernard Schmid 356

Jurisprudence

ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES – Liste présentée par un syndicat – Ordre de présentation des candidats – Modification sur les bulletins de vote par l'employeur – Violation d'un principe général du droit électoral – Annulation des élections.
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 22 octobre 2014 360

Note **Yves Rouspard**, animateur DLAJ, Union départementale CGT de l'Ardèche 360

RUPTURE CONVENTIONNELLE – Validité de la convention – Protection de la maternité (L. 1226-9 et L. 1225-4) – Périodes de suspension du contrat de travail – Caractère indifférent.

RÉMUNÉRATION Discrimination hommes/femmes – Comparaison des situations – Obstacle – Dispersion géographique – Critère pertinent (non).
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 25 mars 2015 361

Note **Yann Leroy**, Maître de conférences, Université de Lorraine, CERIT-Institut François Gény (EA 1138) 362

RUPTURE CONVENTIONNELLE – Validité – Consentement du salarié – Intégrité – Appréciation – Existence d'un différend sur un changement de poste – Menace de licenciement pour faute grave – Défaut de versement de salaire – Nullité de la rupture – Licenciement sans cause réelle et sérieuse.
COUR D'APPEL DE VERSAILLES 16 décembre 2014 364

Note **Michel Desrues**, Défenseur syndical 366

TRANSACTION – Portée – Limites – Clause de renonciation – Formule générale.
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 5 novembre 2014 368

Note **Pierre-Angelo Mavreas** 369

BULLETIN D'ABONNEMENT

(annuel, 12 numéros)

Nom : Prénom :

Profession ou fonctions (facultatif) :

Adresse :

.....

.....

Code postal : Ville :

Bulletin à retourner :

DROIT OUVRIER - Service Abonnements

263, rue de Paris - Case 432 - 93516 Montreuil Cedex - Tél.: 01 55 82 81 98

avec un chèque à l'ordre de : « Droit Ouvrier » CCP n° 1 1779.430 Paris

Tarifs : France : **102 €uros**
 Étranger : **137 €uros**
 Adhérent CGT ou étudiant : **82 €uros**

Pour la rédaction uniquement, adresser les propositions de contribution, la jurisprudence à :

Droit Ouvrier : 263, rue de Paris, Case 5-3 - 93516 MONTREUIL CEDEX

Tél.: 01 55 82 82 11

Arnaud MAZIERES, rédacteur en chef : amaud.mazieres@gmail.com

Pascal RENNES, secrétaire de rédaction : p.rennes@cgt.fr